

## La révolution russe et le courant conseilliste : La remise en cause du caractère prolétarien d'octobre (extrait)

En effet une des raisons pour lesquelles ils [les conseillistes] voient dans la révolution russe, une "révolution bourgeoise", c'est la nature des mesures économiques qui ont été prises dès ses débuts par le nouveau pouvoir. De façon correcte, les conseillistes considèrent que les nationalisations ou le partage des terres sont en soi des mesures parfaitement bourgeoises. Mais ils s'empressent de s'exclamer : "*Vous voyez bien que cette révolution était bourgeoise, puisqu'elle a pris ce genre de mesures !*". Et à celles-ci, ils opposent une politique réellement "socialiste" : "*la prise en charge des entreprises et des organisations du système économique par la classe ouvrière et par ses organisations de classe, les conseils ouvriers*" ("*Thèses sur le bolchévisme*", point 49). Voilà le type de mesures qu'aurait adoptées la révolution russe si elle avait été réellement "prolétarienne", disent nos conseillistes pour qui "*l'aspect bourgeois de la révolution bolchevik...est éclairé de manière exemplaire par ce slogan du contrôle de la production*". (ibidem, point 47).

Ici ce n'est plus à Kautsky ou à Staline que les conseillistes empruntent le fond de leurs analyses : c'est à Proudhon et aux anarchistes; et à nouveau, ils tirent un trait de plume sur les enseignements fondamentaux du marxisme. En effet, pour celui-ci, une des différences fondamentales entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne consiste dans le fait que la première intervient à l'issue de tout un processus de transformation économique entre le féodalisme et le capitalisme, transformation qu'elle vient couronner dans la sphère politique, alors que la seconde est nécessairement le point de départ de la transformation économique entre le capitalisme et le communisme. Cette différence est liée au fait que, contrairement à la précédente, cette dernière transformation consiste non pas dans une modification du mode de production, mais dans l'abolition de toute propriété, non pas dans l'instauration de nouveaux rapports d'exploitation, mais dans la suppression de toute exploitation. C'est pour cela que contrairement aux révolutions du passé, la révolution prolétarienne ne se donne pas pour but le renforcement d'une nouvelle domination de classe, mais l'abolition de toutes les classes, qu'elle n'est pas l'oeuvre d'une classe exploiteuse, mais pour la première fois dans l'histoire, d'une classe exploitée. Les rapports de production capitalistes se sont développés au sein de la société féodale alors que la noblesse contrôlait l'ensemble des rouages étatiques de la société. Ce pouvoir féodal pouvait constituer une entrave au développement capitaliste, mais celui-ci a pu s'en accommoder tant qu'il n'a pas été assez avancé pour permettre son renversement. La révolution bourgeoise intervenait donc comme conséquence presque "mécanique" de l'extension de l'emprise économique du capitalisme et avait pour fonction d'éliminer les derniers obstacles qui entravaient son épanouissement. Par contre, compte tenu de ce que nous avons vu, les rapports sociaux communistes ne peuvent en aucune façon se développer par petits îlots au sein d'une société capitaliste dans laquelle la classe bourgeoise dispose encore du contrôle de cet instrument essentiel qu'est l'Etat. Ce n'est qu'après la destruction de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir politique à l'échelle mondiale par la classe ouvrière que peut s'opérer une transformation des rapports de production. Contrairement aux périodes de transition du passé, celle qui va du capitalisme au communisme ne sera pas le résultat d'un processus nécessaire, indépendant de la volonté des hommes, mais, au contraire, dépendra de l'action consciente d'une classe qui utilisera sa puissance politique pour extirper progressivement de la société les différentes composantes du capitalisme : propriété privée, marché, salariat, loi de la valeur, etc... Mais une telle politique économique ne pourra réellement être mise en oeuvre que quand le prolétariat aura battu militairement la bourgeoisie. Tant qu'un tel résultat ne sera pas atteint de façon définitive, les exigences de la guerre civile mondiale passeront avant celles de la transformation des rapports de production là où le prolétariat aura déjà établi son pouvoir, et cela quel que soit le développement économique de cette zone.

En Russie, les mesures adoptées par le nouveau pouvoir (quelles que soient les erreurs commises dont il ne s'agit pas de nier la réalité et dont il faut tirer les enseignements) ne constituent pas le critère de compréhension de la nature de la révolution d'Octobre, de même que ce ne sont pas les mesures économiques de la Commune qui lui confèrent son caractère prolétarien, caractère qu'à notre connaissance, ni les conseillistes, ni les anarcho-syndicalistes ne lui ont jamais contesté. Il ne viendrait à l'idée de personne de faire de la réduction de la journée de travail, de la suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers, et du moratoire sur les loyers ou les dépôts au Mont de Piété, des mesures "socialistes". Ce qui a fait la grandeur de la Commune, c'est que, pour la première fois dans l'histoire du prolétariat, celui-ci a transformé une guerre nationale contre l'étranger en une guerre civile contre sa propre bourgeoisie, c'est d'avoir proclamé et réalisé la destruction de l'Etat capitaliste et de l'avoir remplacé par la dictature du prolétariat, c'est l'éligibilité et la révocabilité des délégués, à tous les niveaux, l'égalité des salaires de tous les fonctionnaires avec le salaire moyen des ouvriers, le remplacement de l'armée permanente par la permanence

de l'armement général des ouvriers, et la proclamation internationaliste de la Commune universelle. Ce sont ces mesures essentiellement politiques, c'est cette orientation qui fait de la Commune de Paris la première tentative internationale du prolétariat pour réaliser sa révolution. Et c'est pour cela que cette expérience sert de source inestimable d'étude pour la lutte révolutionnaire à des générations prolétariennes dans tous les pays. Octobre 17 ne fait que reprendre les données de l'expérience de la Commune en les généralisant et ce n'est certainement pas par hasard si Lénine écrit son livre "*L'Etat et la révolution*", dans lequel il fait une étude minutieuse de cette expérience, précisément à la veille d'Octobre. Ce n'est donc pas en analysant dans le détail ce que la révolution d'Octobre a fait ou n'a pas fait, sur le plan économique, qu'on peut comprendre sa nature de classe. Celle-ci est donnée par ses caractéristiques politiques -destruction de l'Etat bourgeois, prise du pouvoir par la classe ouvrière organisée en soviets, armement général du prolétariat- et par l'impulsion que le nouveau pouvoir donne au mouvement international du prolétariat : dénonciation impitoyable de la guerre impérialiste, appel à la transformation de celle-ci en guerre civile contre la bourgeoisie, appel à la destruction de tous les Etats bourgeois et à la prise de pouvoir par les conseils ouvriers dans tous les pays.

C'est pour ne pas avoir compris cette primauté des problèmes politiques dans la phase initiale de la révolution prolétarienne que l'anarcho-syndicalisme a été conduit à trahir la lutte prolétarienne en la dévoyant vers l'impasse des "*collectivités*" et de l'autogestion pendant que lui-même envoyait ses ministres au gouvernement bourgeois de la république espagnole. Toute sa vision, et partant celle des conseillistes quand ils lui emboîtent le pas, tourne le dos à la révolution socialiste, exactement dans la mesure où il la localise non seulement dans les limites d'un pays, mais encore de régions, d'usines isolées, réduisant la production socialiste, qui par définition n'est concevable qu'au niveau international, à une échelle domestique.

En 1921, pour valable qu'elle soit sur beaucoup de points, en particulier sa dénonciation de bureaucratisation de l'Etat et du régime d'étouffement à l'intérieur du Parti, la critique de "*l'Opposition ouvrière*" reste néanmoins dans sa plateforme fondamentalement erronée pour autant qu'elle réduit le problème du développement de la révolution à une question économique et de gestion directe par les ouvriers, accreditant ainsi l'idée implicite de la possibilité de la réalisation du socialisme dans le cadre d'un seul pays, de la possibilité de progrès socialistes sur le plan économique en Russie, dans un cours général de défaites de la révolution sur le plan international. Quelles qu'aient pu être les erreurs de Lénine, celui-ci avait cependant absolument raison en dénonçant le côté petit-bourgeois et anarcho-syndicaliste de l'Opposition ouvrière. Ce n'est pas un hasard si nous trouverons plus tard la tête de l'Opposition ouvrière, Kollontaï au côté de Staline, contre l'Opposition de gauche, pour défendre la théorie du "*socialisme dans un seul pays*".

Ainsi, les tenants du "*socialisme dans une seule usine*" rejoignent les tenants du "*socialisme dans un seul pays*" et les théoriciens de "*l'immaturité des conditions objectives*" en Russie. Et c'est une bien mauvaise compagnie pour les conseillistes que celle de Kautsky, Staline, et des "*camarades ministres*" de la CNT, quelles que soient les dénonciations qu'ils aient pu en faire par ailleurs.